

Discours de Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie

37e session de la CONFEJES (50 ans)

Marrakech, le 14 mars 2019

(Seul le texte prononcé fait foi)

Monsieur le Président en exercice de la CONFEJES, cher Oswald Homeky ,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Secrétaire général de la CONFEJES, cher Bouramah Ali Harouna,
Mesdames et Messieurs,

A l'aube du cinquantenaire de l'OIF, que nous célébrerons l'année prochaine à Tunis, je suis très heureuse de pouvoir être parmi vous, ici à Marrakech, pour l'anniversaire de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports, (CONFEJES), qui est d'un an son aînée.

Ce sont les pères fondateurs de la Francophonie, au moment des Indépendances, qui ont émis le souhait de se rencontrer autour de la jeunesse et des sports. Ils avaient pris conscience de l'importance de mobiliser nos jeunes, autour de la langue française et de ce qu'ils aiment le plus, le sport.

Plus récemment, la Stratégie Jeunesse de la Francophonie, adoptée par nos Chefs d'État et de gouvernement au Sommet de Dakar en 2014 nous a invités à créer encore davantage de synergies entre nous, institutions de la Francophonie. Nos textes nous rappellent que nous devons être unis, et au service des populations que nous servons.

Je souhaite que notre Organisation travaille de concert avec tous les Opérateurs et les Institutions de la Francophonie, en étroite coordination et en parfaite complémentarité, et surtout, loin de toute idée de concurrence.

Notre espace francophone est jeune ! En effet, les jeunes représentent près de 70% de la population de beaucoup de nos pays membres, et plus particulièrement dans nos pays du Sud. Cette jeunesse ne demande qu'à travailler, créer, innover, prendre part aux décisions. Mais pour cela ils ont besoin de formation, d'accompagnement et d'encouragement ! C'est de notre devoir de les aider à réussir et à trouver leur place dans nos sociétés. Nous n'avons pas le droit de les décevoir.

Le monde, comme vous le savez, change très vite, et les jeunes sont sans cesse confrontés à de nombreux nouveaux défis. Aujourd'hui, cinquante ans après la création de nos institutions, je plaide pour que nous passions rapidement des discours et des déclarations aux actions concrètes. Pour employer une expression familière à la jeunesse et à l'ère numérique dans laquelle nous vivons, il est temps pour nous d'opérer une « mise à jour ».

Notre dernier « Rapport sur la situation des jeunes dans l'espace francophone », montre que, dans la plupart de nos pays, les jeunes éprouvent beaucoup de difficultés à accéder à l'emploi, et que le taux de chômage endémique reste très élevé. Ces difficultés viennent souvent d'importantes carences dans les systèmes éducatifs, qui font qu'un nombre élevé de jeunes décroche de l'école.

C'est particulièrement vrai pour les jeunes filles, un constat qui nous a amenés à organiser, en juin prochain, à Ndjamena, une grande Conférence internationale sur l'éducation des filles et la formation des femmes dans l'espace francophone, destinée à partager bonnes pratiques, expériences réussies et pistes d'actions. Même si le sujet de cette Conférence relève davantage de la CONFEMEN, j'espère que la CONFEJES pourra aussi y apporter sa contribution.

Allons plus loin également en matière d'appui concret aux initiatives des jeunes dans le domaine de l'innovation technologique. Au cours de mes divers déplacements, notamment lors de mes derniers voyages à Ouagadougou et Bucarest, j'ai été ravie de rencontrer des étudiants très talentueux et créatifs, performants dans le domaine du numérique. Qu'il s'agisse de modélisation 3D, de cinéma, d'animation, de jeux vidéo, de graphisme, d'applications de livraisons, de biotechnologie, etc., notre espace regorge de jeunes talents impressionnants. Il est urgent que nous trouvions, ensemble, des solutions pour que nos jeunes bénéficient des meilleures connections internet afin d'être compétitifs et de voir leurs projets se réaliser.

En ce qui concerne nos nombreux programmes de soutien à l'entrepreneuriat. Il est temps de se poser les bonnes questions. Comment pouvons-nous faire preuve de plus de créativité dans nos modalités d'intervention et de partenariat ? Comment pouvons-nous associer davantage le secteur privé ? Comment institutionnaliser le partage d'expérience entre États et gouvernements membres afin que tous puissent en bénéficier ? Notre espace francophone est riche, il est riche de succès et de bonnes pratiques. Malheureusement, c'est un trésor que nous n'exploitons pas assez. Ce n'est pas un hasard que je vous parle de cette notion de partage d'expérience, ici, au Maroc, un pays qui partage depuis tant d'années son expérience, surtout dans le domaine économique, avec le continent et particulièrement, l'Afrique Sub-saharienne.

J'ai demandé à mes équipes de réfléchir avec vous. Les pistes d'action commune qui se dégageront auront certainement un plus grand impact - pour reprendre la thématique de cette Conférence -, que si nous agissons en ordre dispersé. Je viendrai vers vous, les États, pour qu'ensemble, nous puissions procéder à un inventaire de ces bonnes pratiques.

Enfin, la faible participation des jeunes, notamment des jeunes femmes, aux organes et processus décisionnels, est un autre des défis majeurs identifiés par les jeunes eux-mêmes. Encore hier à l'université francophone de Bucarest, il en a été question. Nos jeunes se sentent écartés de l'action publique, malgré leur engagement croissant dans des mouvements citoyens.

Mais pour avoir des politiques efficaces en matière de jeunesse, comme par exemple, la mise en œuvre du vaste programme de formation des cadres, les Ministres de la jeunesse que vous êtes ne me contrediront pas - il faut du financement ! Et c'est là un plaidoyer que nous devons mener ensemble auprès de nos États, gouvernements, parlements, collectivités locales, pour que les budgets dédiés soient à la hauteur de nos ambitions. Par contre, et vous ne me contredirez pas non plus, qui dit plus de financements, dit également une meilleure gestion des fonds.

Mesdames et Messieurs,

Je m'aperçois que j'ai beaucoup parlé de jeunesse et très peu de sport. Comme vous le savez, la CONFEJES est un partenaire historique et incontournable des Jeux de la Francophonie qui siège au Comité international des Jeux (le CIJF).

Je ne vais pas revenir sur la décision difficile qu'a dû prendre le Nouveau Brunswick. Tournons-nous vers l'avenir et faisons en sorte que la meilleure candidature se dégage en vue de tenir, comme prévu, la 9e édition en 2021. Le pays hôte de ce rendez-vous incontournable de la jeunesse francophone sera officiellement désigné début juillet 2019 lors de la 107ème session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF). Je reste confiante : les Jeux auront bien lieu dans le respect des délais et seront un succès !

Je suis sûre aussi que la Francophonie sera visible lors des prochains Jeux olympiques de la Jeunesse qui se dérouleront dans deux villes de notre espace, à Lausanne en 2020, pour l'édition d'hiver, et à Dakar, en 2022, pour celle d'été.

J'annoncerai par ailleurs, très bientôt, le nom de la personnalité que j'ai choisie comme Grand témoin de la Francophonie pour les Jeux olympiques de Tokyo. Je compte sur tous les pays représentés dans la CONFEJES pour nous aider à déployer un plan d'action efficace, basé sur les expériences des précédents Grands témoins, afin que la langue française puisse avoir dans ces Jeux, la place qui lui revient comme l'une des deux langues officielles du Mouvement olympique.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Pour conclure, je voudrai parler d'une question essentielle et pourtant très problématique au sein de notre espace : celle de la mobilité. Trouvons les moyens d'amplifier notre programme de Volontariat international de la Francophonie (VIF), en termes de nombre comme de durée. Ces échanges constituent le meilleur moyen de surmonter les obstacles et de donner corps à cet espace de solidarité qu'est notre Francophonie.

Les jeunes sont à la fois acteurs et victimes de phénomènes tristement d'actualité tels que les flux massifs d'immigration illégale ou l'extrémisme violent. Nous n'allons pas résoudre ces problèmes à nous seuls, mais nous pouvons nous attaquer à leurs causes profondes : la pauvreté, la précarité et la marginalisation.

C'est pour cela que je tiens à insister une fois encore sur la nécessité de passer à l'échelle dans tous nos projets, de recentrer nos actions, pour plus d'efficacité et de résultats. Il nous faut regagner la confiance de nos États et gouvernements, et surtout celle de nos premiers bénéficiaires, les jeunes.

Je vous remercie, tout en souhaitant beaucoup de succès à la nouvelle présidence marocaine.